

moyens, ainsi que sur la proposition d'amendement de M. Benidickson et la proposition de sous-amendement de M. Regier.

**M. Granger:** Quand la Chambre a ajourné, monsieur l'Orateur, je rappelais certains des grands travaux publics entrepris sous le régime libéral précédent. Je mentionnerai Air-Canada, la route transcanadienne, le pipe-line transcanadien et la voie maritime du Saint-Laurent. Je ne peux que regretter que rien, dans le budget, ne semble laisser prévoir la mise en route bientôt d'autres grandes entreprises d'envergure nationale. J'ajouterais que de pareilles entreprises servent une double fin. Elles raffermissent l'économie de la nation et en même temps elles aident le Canada à s'unifier et à devenir une nation adulte.

Il est malheureux qu'on ne prévoise pas de ces grands travaux actuellement. Ils auraient suffi à eux seuls à justifier un déficit. La seule expansion qu'on nous laisse espérer, c'est l'expansion de la dette, sous le contre-poids d'un accroissement de productivité.

J'aimerais relever certains passages de l'exposé budgétaire du ministre des Finances, où il parle des échanges internationaux et de la politique commerciale. Le ministre a l'air de vouloir rejeter presque toutes les opinions exprimées par ceux qui ont médité sur nos problèmes de commerce. Il en a parlé, je crois, comme de conseils qui naissent de la peur, voire du désespoir.

Je tiens à souligner que le ministre ne semble pas vouloir tenir compte des nombreux arguments présentés, notamment de la part du chef de l'opposition (M. Pearson), en faveur d'une révision fondamentale de notre situation commerciale, pour montrer que le Canada devrait reconnaître l'évolution du marché européen et en apprécier les conséquences. Il ne tient pas compte non plus de la proposition invitant le Canada à élargir ses horizons commerciaux. Le ministre a dit:

Je ne suis pas d'avis que les problèmes d'ordre économique auxquels le Canada doit faire face aujourd'hui nécessitent une nouvelle orientation de nos relations commerciales, ni que les problèmes ne peuvent être surmontés par l'application vigoureuse de notre politique commerciale actuelle ajustée judicieusement de façon à pouvoir s'adapter aux changements constants qui se produisent à l'échelon mondial.

Le ministre a dit que la Grande-Bretagne pourrait éventuellement se joindre au Marché commun européen, ce qu'il ne semblait pas approuver. D'autre part, il avait l'air de donner à entendre que la Grande-Bretagne desservirait le Canada en adhérant ainsi au Marché commun. Si je ne fais pas erreur en supposant que le gouvernement canadien s'oppose à l'adhésion de l'Angleterre au Marché commun, quelle proposition de rechange notre pays a-t-il à offrir au gouvernement britannique?

Si l'Angleterre juge que son économie à elle l'oblige à se joindre au Marché commun, nous devrions prendre des mesures utiles afin que l'Angleterre et le Canada puissent raffermir tous deux leur économie et accroître leurs échanges commerciaux. Il me semble que le moment est venu pour le Canada de comprendre mieux la situation à long terme du gouvernement britannique et de chercher à conclure des arrangements lui permettant de prendre sa part de la prospérité accrue que cette décision vaudra à la Grande-Bretagne, au Marché commun et au Commonwealth.

Il n'y a pas de domaine plus important où une nouvelle orientation canadienne s'impose que celui de nos rapports commerciaux avec la Grande-Bretagne et le bloc commercial européen. Le ministre des Finances semble se fermer les yeux sur la chance qui s'offre d'étendre nos perspectives commerciales dans ces régions du monde. Je lui recommande d'approfondir les propositions que le chef de l'opposition et d'autres ont maintes fois formulées en cette Chambre au sujet de la communauté économique de l'Atlantique.

Le budget des grandes espérances se dégonfle déjà, causant ainsi de l'incertitude et de la déception. Il serait injuste, à mon avis, d'en blâmer uniquement le ministre des Finances qui, somme toute, se trouve dans la situation peu enviable de s'occuper d'une caisse enregistreuse dans laquelle il n'y a pas un liard. C'est le premier ministre qui, en 1958, a semé le vent, et c'est maintenant la population du Canada qui récolte la tempête. Le long retard à présenter le prétendu budget expansionniste en a fait, selon le mot du chef de l'opposition, une expansion de vent, de paroles et de dettes.

**M. B. G. Allmark (Kingston):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais ajouter mes félicitations à celles qu'on a déjà offertes au ministre des Finances (M. Fleming) pour la façon très compétente avec laquelle il a présenté son budget. Je dirai que le ministre a de nouveau manifesté cette qualité de bon jugement qui le caractérise depuis qu'il détient ce portefeuille.

Le débat sur le budget offre aux députés de l'arrière-ban l'occasion d'exprimer au Parlement les avis et opinions de leurs commettants. Je félicite les ministres de la bienveillance avec laquelle ils examinent les problèmes des simples députés et, vu leurs bonnes dispositions, je tiens à leur transmettre les remarques, les éloges et les critiques, tant de la population urbaine que de la population rurale de ma célèbre circonscription.

L'une des plaintes les plus courantes vise la Caisse d'assurance-chômage. Je sais que les citoyens canadiens veulent aider ceux qui